

On entend ici :

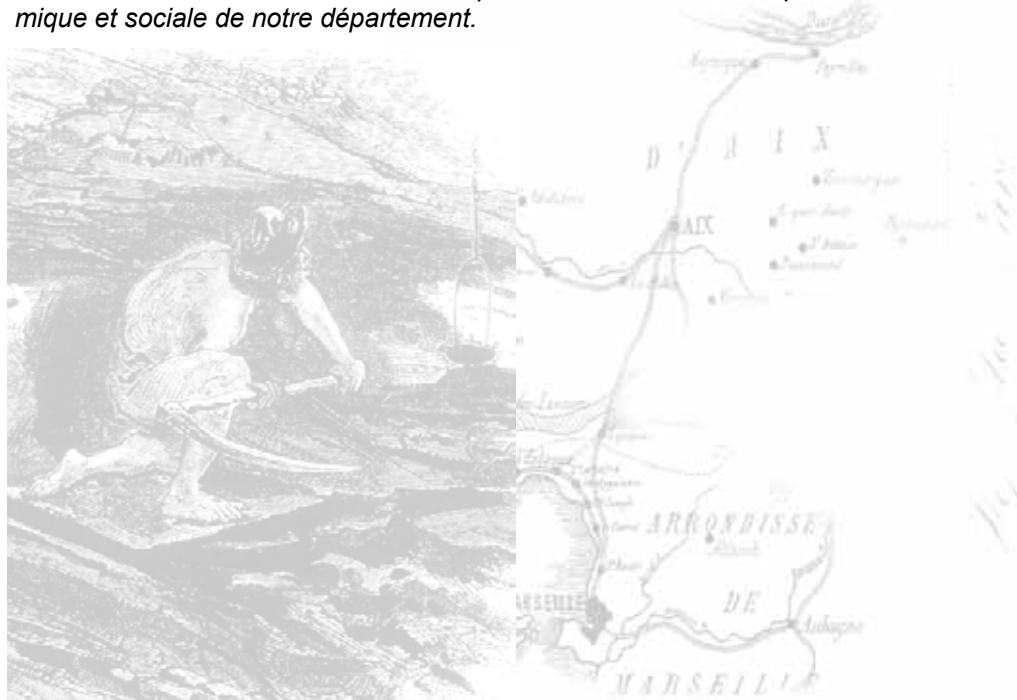
- > par « **mémoires** », les aptitudes des hommes à se souvenir d'une activité qui fut et qui reste, aujourd'hui encore dans certaines régions, un domaine majeur du développement socio-économique de l'Europe ;
- > par « **mine** », les activités minières portant sous toutes leurs formes visant à extraire des « profondeurs de la Terre », charbon, bauxite, sel, plomb, lignite, et autres minerais et matériaux ;
- > par « **identités** », les représentations collectives des problématiques spécifiques qui ont émergé des contextes humains, sociaux et économiques dans lesquels se sont développées ces activités minières et qui ont généré un sentiment d'appartenance à une même communauté.



MONOGRAPHIE « MINIÈRE »

Le bassin minier des Bouches-du-Rhône (1809-2003)

La mine de Gardanne a fermé ses portes en janvier 2003. Cet épisode difficile clos une histoire vieille de plusieurs siècles pour des milliers de familles et de très nombreuses localités. Les villages d'Auriol, de la Destrousse, de la Bouilladisse, de Peypin, Cadolive, Saint-Savournin, la Valentine, l'Auberge neuve, Belcodène, Gréasque, Fuveau, Peynier, Trets ou Gardanne n'auraient pas la même physionomie s'ils n'avaient pas vécu si pleinement l'activité minière. Ces quelques pages consacrées à cette aventure industrielle ne prétendent pas être exhaustives. Elles constituent simplement un aperçu général et une invitation au travail de mémoire envers une profession qui, sans avoir eu la même importance que dans le Nord, l'Est ou le Centre de la France, n'en a pas moins fortement marqué l'histoire économique et sociale de notre département.



Mémoires de la Mine

Programme Culture 2000
Juin 2004 - Mai 2005

mines@mines-europe.org

• Le temps des blocages (1809-1838)

Si les premières mentions de l'exploitation du lignite dans les Bouches-du-Rhône remontent au XVI^e siècle, il faut attendre le Premier Empire pour que l'on puisse véritablement parler d'une extraction régulière et de quelque importance. Sous l'impulsion des pouvoirs publics et du développement de l'industrie chimique, des sociétés d'actionnaires apparaissent et la production augmente. Il faut toutefois en relativiser l'importance. La trop grande division des producteurs et l'absence de méthodes d'extraction modernes limitent la croissance du secteur et ne permettent pas d'offrir un lignite de bonne qualité à un prix suffisamment attractif. La concurrence des houilles de la Loire, de la Grande-Bretagne et l'étroitesse des marchés locaux, ne poussent guère à la mise en place de structures industrielles performantes. La médiocrité de l'offre n'est alors que le reflet de l'indigence de la demande.

> La remise en ordre du bassin minier

Au sortir de la Révolution, le bassin minier de la région marseillaise est dans un état désastreux. Les propriétaires des terrains exploitent leur sous-sol sans avoir de titres de concession, en l'absence de toute surveillance et avec peu de soin. La production est faible et les méthodes d'extraction employées hypothèquent l'avenir. Tel est le constat dressé par le préfet des Bouches-du-Rhône et l'ingénieur des mines de l'arrondissement de Marseille lors d'une visite des puits en germinal de l'an XIII. Dans un contexte mêlant protection des intérêts de l'État, politique d'indépendance nationale en matière énergétique et sauvegarde du massif forestier provençal, l'intervention des pouvoirs publics devient nécessaire. Le 24 floréal an XIII, un arrêté préfectoral est publié pour remettre de l'ordre dans les titres concédés. Cette mesure réveille plusieurs entrepreneurs décidés à fonder des compagnies. C'est le début d'une profonde réorganisation qui durera jusqu'aux années 1830. Entre 1809 et 1838, 17 concessions sont attribuées par l'État, plusieurs sociétés d'actionnaires sont créées et des remembrements permettent - du moins en théorie - de rationaliser l'exploitation du bassin minier. Le monde des concessionnaires et des fermiers est composé pour l'essentiel de propriétaires fonciers, de nobles et d'industriels. Au sein de ce groupe, la personnalité du Comte de Castellane émerge rapidement. Détenteur de plusieurs concessions - la moitié de Gréasque & Belcodène (1810), Gardanne (1818), la Grande concession (1818) et Mimet (1834) - il devient le principal producteur des Bouches-du-Rhône. De 1818 et 1838, ses puits fournissent entre le tiers et la moitié de la production totale de lignite.

Ces changements entraînent-ils une croissance de l'activité dans les mines de la région ? Dans une certaine mesure. En moyenne annuelle, la production triple entre les années 1810-1814 et 1834-1838, passant de 16.000 à 48.200 tonnes. Effets des débuts d'un processus d'industrialisation ? Pas vraiment, car les chiffres de départ étaient très faibles. La production est en outre très irrégulière car chaque inondation importante des galeries entraîne une longue suspension des travaux. Enfin, aucun gain notable de productivité ne peut être observé. Au cours de la même période, le nombre des ouvriers triple également. On compte 195 mineurs en 1810, 431 en 1830 et 655 en 1838. La croissance des productions est avant tout extensive. La situation est somme toute logique car les mines de lignite des Bouches-du-Rhône utilisent des méthodes d'extraction dépassées.

> Des méthodes d'extraction archaïques

Jusqu'à dans les années 1830, dans tout le bassin minier, l'exploitation des couches de lignite se fait presque exclusivement au moyen de descenderies - puits inclinés à 45° - qui n'atteignent que les couches les plus proches de la surface, livrant un lignite de qualité médiocre. L'abattage du charbon s'effectue au pic et la remontée de la production est réalisée par des enfants âgés de 10 à 14 ans (les mendits) au moyen de chariots traînés à la force des bras, puis de couffins de 16 à 25 kilos portés sur le dos et ramenés au jour par les escaliers de la descenderie. Les conditions de travail sont pénibles. Malgré la création d'un poste de garde-mine en 1820, la législation est longtemps ignorée des concessionnaires ou de leurs fermiers. L'évacuation des eaux, le remblaiement, le boisage et l'aérage des galeries sont négligés pour comprimer les coûts d'extraction, au plus grand détriment de la sécurité et de la santé des ouvriers.

Tout au long de la Restauration et de la monarchie de Juillet, les ingénieurs du corps des Mines ne cessent de déplorer le peu d'empressement des entreprises à adopter des méthodes d'extraction plus rationnelles et une technologie plus performante. Pour l'essentiel, il est question de l'utilisation de puits verticaux et de machines à vapeur pour l'aération des galeries, l'épuisement des eaux et la remontée du charbon.



Vue de la principale galerie.

Il est vrai qu'en ce domaine les innovations ont été bien maigres. Sous la Restauration, le Comte de Castellane fait foncer dans la Grande concession un puits presque vertical de 110 mètres - le puits Dubreuil - d'où le charbon est remonté à la surface par un système de chariot et de treuil actionné par des chevaux. De leurs côtés, les frères Mallez et la société *Armand & cie* creusent des galeries d'écoulement des eaux pour lutter contre l'engorgement des puits d'Auriol et de Gardanne. Il faut attendre 1830 pour voir apparaître la première machine à vapeur. Cette tentative est l'œuvre de Charles Bazin dans sa concession de Martigues. L'initiative la plus sérieuse a lieu en 1836 avec Jean-Etienne Michel. Fermier de la moitié de la concession de Gréasque & Belcodène appartenant au Marquis de Cabre, il entame le forage d'un puits vertical de 130 mètres - le futur puits du Rocher bleu - dans lequel il envisage de placer deux machines à vapeur : une de 15 chevaux, destinées à l'extraction ; une autre de 160 chevaux, pour l'épuisement, commandée au grand spécialiste européen en la matière, l'Anglais John Taylor. Cette innovation majeure s'inscrit dans le contexte de changement des conditions du marché à la fin des années 1830.

> La faiblesse des débouchés

Le lignite est abondamment utilisé par l'industrie de la région marseillaise dès le XVIIIe siècle. Durant cette période, il finit par vaincre les préjugés dont il est longtemps victime, remplace progressivement le bois de pin et finit par s'imposer dans les teintureries, les raffineries de sucre, les verreries et les savonneries grâce à l'action des pouvoirs publics et à son meilleur rendement calorifique. Dès la fin de l'Ancien Régime, le ton est ainsi donné : le principal débouché du lignite provençal est l'industrie locale. La tendance s'accroît sous l'Empire et la Restauration avec l'émergence et le développement de l'industrie chimique. En 1819, les seules usines de soude situées en dehors de Marseille utilisent 30 % du charbon produit dans l'ensemble du département. Si l'on ajoute à cela la consommation des usines de soude installées dans Marseille, on peut en déduire que la croissance de l'extraction minière est, à cette époque, en grande partie liée à celle de l'industrie chimique.

Ce constat ne prête guère à l'optimisme. L'industrie locale reste à l'écart du premier mouvement d'industrialisation qui secoue alors plusieurs régions françaises et l'utilisation des machines à vapeur - grosses consommatrices de charbon - reste marginale. L'étroitesse du marché relève donc de facteurs structurels. A ce premier inconvénient, il faut en ajouter un autre : l'irrégularité des débouchés. Quand les industries locales connaissent une année difficile, c'est l'ensemble de l'activité minière qui s'en ressent et la production s'effondre. L'exemple le plus significatif est sans nul doute celui des crises qui, dans les dernières années de la Restauration, affectent régulièrement la savonnerie ou les fabriques de soude et restreignent fortement les débouchés locaux. Enfin, la concurrence de la houille de la Loire - dotée d'un pouvoir calorifique deux à trois fois supérieur - reste omniprésente.

Les débuts de la monarchie de Juillet changent radicalement la donne. Si l'émergence de la navigation à vapeur à Marseille concerne peu le bassin minier local - le lignite ne peut rivaliser avec la houille en ce domaine -, il en va tout autrement pour l'industrie. La région marseillaise amorce alors son industrialisation et le nombre des machines à vapeur fixes augmente. Un marché important et appelé à croître est en train d'émerger. Ce changement crucial se double d'un autre, celui-là fortement désavantageux pour le lignite provençal. Dans les années 1830, la concurrence ne concerne plus uniquement la Loire. Celle du bassin du Gard se profile à l'horizon avec la prochaine mise en place de la ligne Alais-Beucaire.

En 1838, d'une manière générale, c'est donc l'indigence des productions, des effectifs ouvriers et des débouchés qui domine dans le bassin minier des Bouches-du-Rhône. L'exploitation est trop fractionnée, les structures de production trop archaïques et l'incertitude des marchés freine les initiatives entrepreneuriales. Il semble pourtant que l'on soit à la veille d'une évolution majeure. Alors que l'industrialisation de la région marseillaise démarre, l'initiative lancée par Jean-Etienne Michel dans la concession de Gréasque-Belcodène engage l'activité minière sur une nouvelle voie. Investir pour mettre en place une extraction moins coûteuse et offrir du lignite de meilleure qualité est le seul moyen pour espérer accompagner et tirer pleinement profit des opportunités offertes par la croissance industrielle locale.

● L'industrialisation du bassin minier (1839-1939)

L'industrialisation des mines de lignite des Bouches-du-Rhône prend corps dans les années 1840-1850. Elle est à la fois le fruit d'une opportunité - la forte augmentation de la demande en charbon des industries marseillaises en train de convertir leur système de production à l'énergie vapeur - et d'une nécessité : la concurrence de plus en plus vive de la houille du bassin du Gard depuis l'achèvement, en 1839, du chemin de fer Alais-Beucaire. Parmi les entreprises minières fondées au cours de cette période, deux d'entre elles vont alors symboliser cet essor industriel : la Compagnie des mines du rocher bleu, *Michel, Armand & Cie* ; la *Société houillère des Bouches-du-Rhône, Lhuillier & Cie*. A elle seules, ces deux compagnies produiront 87 % des 44 millions de tonnes de lignite extraites au cours des années 1839-1939.

> Dieu, la monarchie et la technologie anglaise

Créée en 1839 avec un capital social de 800.000 francs, l'entreprise *Michel, Armand & Cie* - future *Société civile des mines de Valdonne* (1893), puis *Compagnie des mines de Valdonne* (1923) - exploite les gisements situés dans les localités de Valdonne, Peypin, Cadolive, la Valentine et Saint-Savournin. La société *Lhuillier & Cie*, ancêtre de la *Société anonyme*

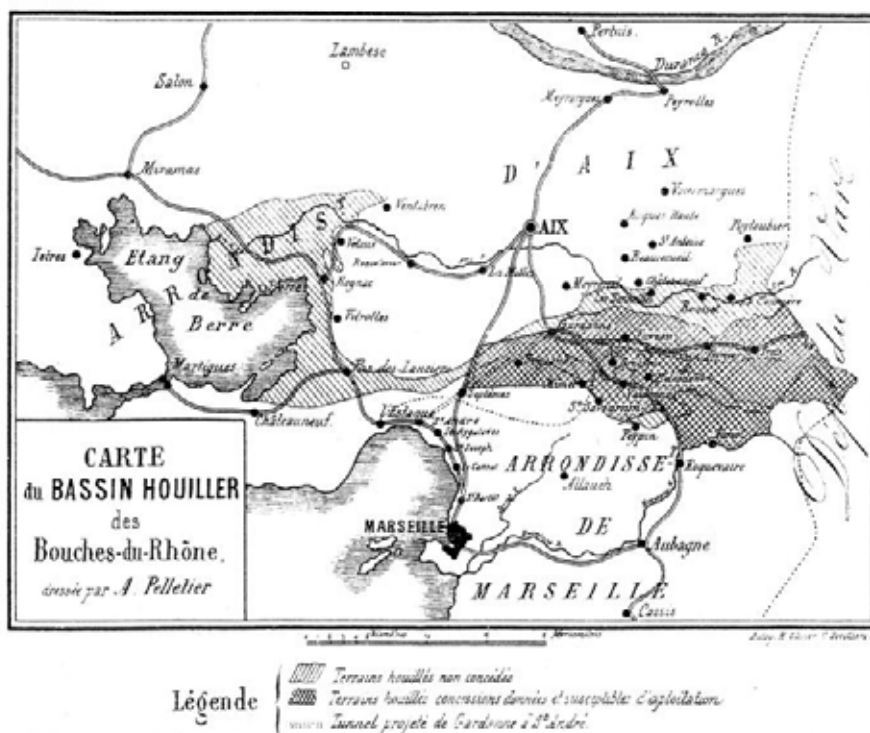
de charbonnages des Bouches-du-Rhône (1871) et de la Société nouvelle de charbonnages des Bouches-du-Rhône (1898), est constituée en 1855 avec un capital social de 5 millions de francs pour reprendre les concessions de Mimet, Gardanne, Gréasque & Belcodène, de la Grande concession et de Trets, le bail de cette dernière concession étant ensuite rétrocédé à la Société anonyme des mines de Trets (1872), puis à la Compagnie des mines de la Grand'Combe (1877).

Les deux compagnies fondées au tournant des années 1840-1850 ont des traits communs. Ce sont tout d'abord des sociétés qui associent d'anciens propriétaires de concessions locales - le Comte de Castellane, la famille de Gérin-Ricard - à de nouveaux partenaires venus d'horizons géographiques très divers : des Marseillais, des Parisiens, des Rouennais, des Britanniques et des Belges. Ce sont ensuite des compagnies autour desquelles gravitent à peu près le même type de commanditaires : des membres de la noblesse (les Comtes de Castellane, de Chasseloup Laubat, de Chazelles, de Gramont d'Aster, le Duc de Galleria, le Marquis de Grimaldi de Régusse), des industriels de la soude (Jean-Etienne Michel ou Antoine Pierre d'Oissel et Paul Hély d'Oissel, respectivement président et administrateur de Saint-Gobain), et des techniciens anglais capables d'assurer le développement des méthodes d'exploitation les plus modernes : John et Philip Taylor, William Buddicom, Joseph Locke, Thomas Brassey, William Chaplin, Thomas et William Allcard, Frédéric Murton. Ce sont enfin des entreprises où l'on rencontre de nombreux dirigeants monarchistes et catholiques. Amédée Armand par exemple, un des fondateurs marseillais du Fourneau économique géré par les sœurs de Saint-Vincent de Paul - sa devise était : « vivons dans la justice, la piété et la sobriété en attendant la gloire future » -, mais aussi les ingénieurs Hector et Ernest Biver, très proches des thèses défendues par Albert de Broglie et Augustin Cochin dans le Correspondant, ou encore le banquier Ernest Rondel, un des chefs de file des royalistes marseillais. Cette tonalité générale jouera un rôle non négligeable dans la gestion de ces sociétés.

> Mécaniser et rationaliser les méthodes de production

La modernisation des méthodes de production passe tout d'abord par la multiplication des puits verticaux. Un seul puits avait été creusé entre 1809 et 1838, 35 sont foncés entre 1839 et 1939, dont plus de la moitié au cours des années 1839-1866. Le plus profond, le puits Boyer (Meyreuil), est creusé en 1928 par la Société des charbonnages du Midi et approche les 670 mètres. Les puits verticaux étant cependant assez onéreux à réaliser, ils servent en priorité à la remontée des bennes de charbon. En 1897, les mineurs de Fuveau font ainsi grève pendant plusieurs jours pour obtenir, entre autres revendications, que les plus vieux mineurs n'aient plus à emprunter les 800 marches de la descenderie et puissent être remontés à la surface par les puits « à partir de 4 h. 1/2 ou 4 h. 3/4, c'est-à-dire lorsque le charbon produit par les ouvriers aura été remonté ».

La modernisation des méthodes d'exploitation passe aussi par l'introduction de puissantes machines à vapeur. Celles-ci offrent plusieurs avantages : extraction rapide du charbon, en plus grandes quantités et à un moindre coût. Les machines à vapeur permettent surtout de pomper les eaux souterraines qui envahissent régulièrement les galeries et qui sont de plus en plus abondantes au fur et à mesure que les chantiers d'abattage s'enfoncent dans les profondeurs de la terre pour atteindre les plus belles couches de lignite. Jean-Etienne Michel et Amédée Armand lancent le mouvement en installant au puits du Rocher bleu une machine type Cornouailles de 160 chevaux fabriquée dans l'usine galloise de John Taylor. D'un prix d'environ 200.000 francs, cette machine entre en fonctionnement en 1841 et permet un doublement de la production dès 1845. L'initiative la plus spectaculaire intervient en 1858-1860 lorsque Charles Lhuillier installe au puits Léonie une machine d'épuisement de 250 chevaux commandée au constructeur anglais Robert Daglish. Le seul cylindre de cette pompe pesait à lui seul 25 tonnes et pas moins de 40 chevaux seront néces-



saires pour l'acheminer depuis le port de Marseille jusqu'au carreau de la mine. En 1860, 26 machines à vapeur fonctionnent ainsi dans l'ensemble du bassin minier pour une puissance globale de 1090 chevaux. La véritable solution aux ennoyages récurrents des chantiers n'intervient cependant qu'en 1905, lorsque la *Société nouvelle de charbonnages des Bouches du Rhône* achève le percement de ce qui restera dans les mémoires comme la grande œuvre minière de ce siècle : la galerie de la mer. Construite pendant 15 ans, d'un coût de 8.385.000 francs, cette galerie souterraine d'environ 15 kilomètres relie les mines de Gardanne et Valdonne à la Madrague et rejette à la mer, par simple gravitation, les eaux pompées dans les puits du bassin minier.

La production ayant désormais une organisation industrielle, la gestion de la main d'œuvre se devait aussi d'évoluer. Les compagnies du temps industriel ont besoin d'ouvriers plus nombreux - elles en emploieront plus de 4.500 en 1930 -, travaillant à temps plein et stables. Si cela ne pose pas de difficultés particulières à une entreprise comme *Michel, Armand & Cie* dont les mines sont situées à faible distance des villages de Peypin, la Valentine, Saint-Savournin et Cadolive, il n'en va pas de même pour la société *Lhuillier & Cie* qui possèdent plusieurs puits dans des zones isolées. Pour attirer et fixer la main-d'œuvre provençale ou piémontaise, en attendant l'arrivée des ouvriers polonais, tchèques, arméniens, espagnols ou maghrébins, il faut donc construire des logements. Dès 1864-1865, des maisons d'ingénieurs et d'employés, ainsi qu'une caserne d'ouvriers, sont bâties à proximité du puits Béthune pour faciliter son exploitation. Dans le même temps, à Gréasque, des lots de terrains commencent à

être loués à bas prix aux mineurs qui souhaitent construire leur propre maison. Ces constructions prendront de plus en plus d'ampleur au cours du siècle et donneront naissance à de nombreuses cités minières comme celles de Biver et des Moulières, non loin de Gardanne.

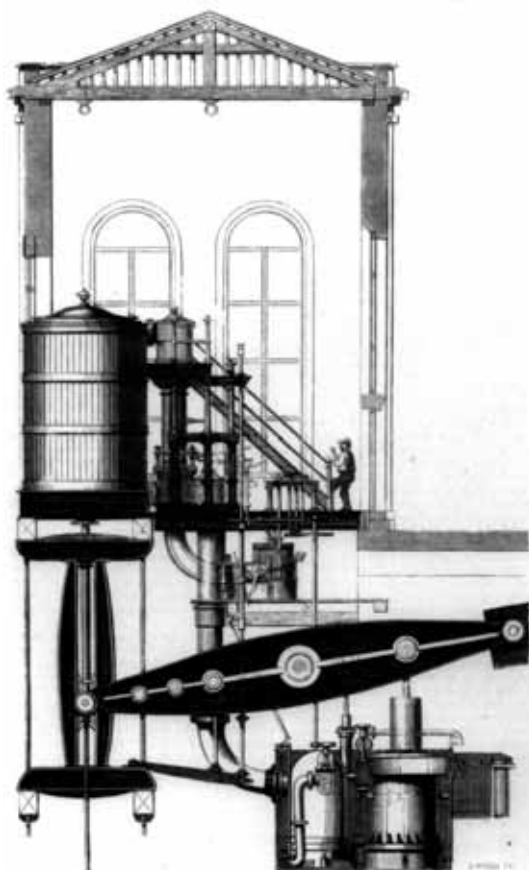
Mais construire des logements ne suffit pas. Il faut aussi nourrir, soigner et éduquer cette population ouvrière rassemblée autour des puits. Les compagnies vont ainsi créer des cantines, des magasins de vente, des bains, des lavoirs publics, des dispensaires, des caisses de secours et de retraite, ainsi que des écoles primaires où l'enseignement est souvent assuré par des congréganistes. Cette politique paternaliste se traduit aussi par une gestion beaucoup plus productiviste des horaires, des salaires et de la discipline dans les chantiers, ou par de fortes pressions politiques sur les mineurs lors des élections, notamment dans les premières années de la IIIe République. Cela suscite de vifs conflits et favorise, en réaction, la diffusion des thèses de l'A.I.T. et de la IIIe internationale. A la suite des dures grèves de 1867, près de 400 mineurs adhèrent ainsi à l'A.I.T. Les mots d'ordre nationaux tendent aussi à prendre le pas sur les revendications locales. En 1902, les mineurs se lancent dans une grève de plusieurs semaines pour obtenir l'application des revendications du Comité national des mineurs de France : journée de 8 heures ; retraite à 2 francs par jour à 50 ans, et après 30 ans de service ; salaire minimum variant de 3,50 à 6 francs suivant les catégories d'ouvriers. S'il est une activité industrielle du XIXe siècle où les rapports sociaux semblent avoir été vécus dans un climat proche du concept de « lutte des classes », c'est certainement dans les mines.

> Les marchés

Quels sont alors les débouchés du lignite ? D'une certaine manière, ils sont limités par ses caractéristiques naturelles. Son pouvoir calorifique inférieur à celui de la houille et sa forte teneur en soufre lui valent en effet d'être peu utilisé par la navigation à vapeur et d'être presque exclusivement réservé à l'industrie locale. Au cours de la première révolution industrielle, les savonneries, les huileries, les raffineries de sucre, les tuileries et les raffineries de soude sont ainsi les principaux débouchés du lignite des Bouches-du-Rhône. La tendance se renforce pendant la seconde industrialisation avec l'apparition des usines d'alumine, des centrales thermiques et l'essor des cimenteries. En 1924, les usines d'alumine de Gardanne, la Barasse et Saint-Louis-les-Aygaldes absorbent ainsi 29 % des ventes de la *Société nouvelle de charbonnages des Bouches-du-Rhône*, la *Compagnie d'électricité de Marseille* près de 14 %, les *Raffineries de sucre de la Méditerranée* et les *Raffineries de sucre Saint-Louis* 11.5 %. A la même époque, la *Compagnie des mines de Valdonne* vend une part importante de sa production aux usines *Lafarge* implantées à proximité de ses puits. Le débouché local étant cependant limité, et de plus en plus disputé par la houille des bassins français ou anglais, les compagnies évitent généralement de se concurrencer trop vivement et préfèrent s'en tenir à un système d'ententes tacites.

Des efforts sont malgré tout réalisés pour essayer d'élargir les débouchés du lignite : en 1853, Amédée Armand fonde la *Société charbonnière du Midi* afin d'exporter sa production dans l'ensemble du bassin méditerranéen ; au début des années 1860, la société *Lhuillier & Cie* commence à envoyer des mandataires en Italie et en Egypte pour tenter de décrocher des contrats de vente ; en 1867, une société d'exportation commune aux compagnies minières du Gard et des Bouches-du-Rhône

CHARBONNAGES DES BOUCHES-DU-RHÔNE.



Machine d'épuisement du puits Léonie

est créée et réussit à établir pendant quelques temps des entrepôts de lignite en Turquie et en Égypte. Dans la même logique, des expériences sont faites pour essayer d'atteindre le marché des compagnies de navigation avec la production de briquettes de charbon bon marché, composées d'un mélange de houille et de lignite : en 1846, Amédée Armand ouvre ainsi une usine à Pont-de-Vivieux, près de Marseille ; en 1865, Charles Lhuillier installe un établissement similaire au puits Castellane ; enfin, en 1877, la *Compagnie des mines de la Grand'Combe*, la

Compagnie des minerais de fer magnétique de Mokta-el-Hadid, la *Compagnie houillères de Bessèges*, la *Société de charbonnages des Bouches-du-Rhône* et l'*entreprise Michel, Armand & Cie*, s'associent pour fonder la *Société des charbons agglomérés du Sud-Est* et construire à Port-de-Bouc une usine capable de produire 300.000 tonnes de briquettes agglomérées par an. En réalité, ces ventes sont peu importantes et le destin du lignite des Bouches-du-Rhône reste indissolublement lié à celui des industries locales.

• Succès et amertume du bassin provençal (1939-2003)

L'histoire récente du bassin minier de Gardanne est différente de celles des autres mines en France et en Europe. Les difficultés pour trouver des débouchés sont plus précoces qu'ailleurs. La mine se tourne vers la production d'électricité. Mais cela ne suffit pas et le bassin connaît une diminution prématurée des effectifs. La crise pétrolière de 1974 provoque un rétablissement inattendu de la compétitivité du bassin ; le charbon de Gardanne devient moins cher que le fuel ! Avec l'énergie qui leur a permis d'atteindre des records de productivité en Europe, les mineurs, des ingénieurs aux apprentis se prennent à espérer. Mais la flambée des prix pétroliers n'a pas duré. Le bassin de Gardanne a pu croire, il y a si peu de temps, que ses lendemains étaient assurés mais il a dû - comme les autres bassins français - subir sa fermeture.

> De la Seconde Guerre mondiale aux années soixante : les faux-semblants d'un destin partagé

En 1940, quand la France est assaillie de tant de malheurs, la production du bassin de Provence, avec plus d'un million de tonnes, dépasse déjà le record de 1929. Elle ne diminue de façon significative qu'en 1944, pour reprendre dès 1945. Le bassin de Provence est vital pour la France de Vichy. De plus, le bassin embauche massivement, d'abord pour maintenir la production, ensuite et parfois pour éviter le S.T.O. aux jeunes recrutés. L'effectif frise les 5.000 personnes en 1943 et les dépasse en 1945. La Résistance se manifeste par des sabotages et débouche sur des actions massives. Malgré la présence de l'occupant, 2.000 mineurs sont en grève en mai 1944.

Ces temps forts du mouvement social se prolongent par la nationalisation qui intervient en mai 1946 et donne naissance aux *Houillères du bassin de Provence* avec la réunion des sociétés privées préexistantes : la *Compagnie des mines de la Grand'Combe*, la *Compagnie des mines de Valdonne*, la *Société des charbonnages du Midi* et la *Société nouvelle de charbonnage des Bouches-du-Rhône*. La nationalisation favorise la « bataille de la production ». Les mineurs sont invités à « produire toujours plus ». Ils sont confortés par le statut et le régime spécial de sécurité sociale minière adoptés en 1946. Leur situation est très en avance sur tous les autres métiers. La qualité de vie hors du travail n'est pas négligeable car les H.B.P. ont fait un important effort immobilier dans l'après-guerre. Elles ont construit plus de 1.000 logements. L'ensemble de ces mesures fait que les mineurs développent un sentiment d'appartenance à l'entreprise, le syndicalisme y est respecté, les individus se sentent reconnus. Cela vaut à la C.G.T. et au Parti communiste une forte notoriété dans le bassin. Ceci étant, la situation optimiste de l'immédiat après-guerre est de courte durée. Peu après la rupture de la coa-

lition gouvernementale en 1947, l'État procède à une reprise en main des charbonnages qui provoque de violents affrontements dans le Nord de la France de 1947 à 1949. Ils sont beaucoup moins vifs dans le bassin de Provence.

La direction locale peut entreprendre une politique de baisse des effectifs, entamée dès 1946, car les salariés embauchés pendant la guerre sont en surnombre par rapport aux besoins. Les prisonniers de guerre allemands rentrent chez eux et les étrangers sont remerciés. Dès 1952, les premières mutations vers d'autres bassins sont proposées. Au total, entre 1948 et 1961, l'effectif au fond est réduit de 75 % ce qui est un record en France. Cette réduction est d'autant plus nécessaire que les débouchés demeurent incertains au cours des années 1950. L'alumine et les cimenteries absorbent entre un quart et un tiers de la production mais les huileries et savonneries, qui représentent encore 15 % des ventes en 1951, connaissent un long déclin. Le paradoxe de cette baisse précoce des effectifs est qu'elle va renforcer durablement la productivité du bassin de Provence car elle est couplée avec d'ambitieux investissements. Le secteur charbonnier est l'une des priorités du Plan Monnet, ce qui permet au bassin de Provence de bénéficier de l'aide Marshall dès 1949. L'organisation de l'extraction est remodelée. Le puits Gérard, foncé entre 1942 et 1945, entre en service en 1949. La concentration de l'extraction est en marche. Un changement majeur intervient pour les débouchés avec la construction de la centrale thermique. Avec la mise en service du premier groupe en novembre 1953, puis celles du deuxième groupe (1957) et du troisième (1958), la production d'électricité devient le principal débouché en consommant plus de 30 % de la production en 1959.

A la fin des années cinquante, les H.B.P. sont engagées plus tôt que partout ailleurs dans une politique de diminution des effectifs et les importants investissements réalisés ouvrent la voie vers des niveaux de productivité inégalés en France. Le bassin va-t-il entrer triomphalement dans l'apogée de la croissance française en 1960 ? C'est sans compter avec l'essor considérable des produits pétroliers encouragé par les politiques publiques. Le prix de revient du charbon est presque toujours supérieur au prix de vente du fuel ce qui provoque un déficit comptable. En fait, la décennie soixante est bien difficile pour le bassin.

> La reconversion en marche

L'apogée historique de la production nationale est atteint en 1958. Partout en France, la récession de l'activité est d'actualité et la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.) est impuissante à l'enrayer. Les plans de réduction se succèdent et provoquent la colère des mineurs du Nord. En Provence, le mouvement est important mais bref et l'accent est mis sur les revendications salariales. Celles-ci sont obtenues, mais sur le fond de l'avenir du charbon, la politique du gouvernement reste intransigeante. Le chômage technique réapparaît dès 1960. En 1961, on propose la retraite anticipée après 20 ans de service. Mais l'entreprise fait aussi beaucoup plus. Elle offre des incitations à la reconversion professionnelle et anticipe en achetant les terrains qui donnent naissance, en 1961, à la zone industrielle du Rousset, la première du département. C'est le début d'une nouvelle aventure industrielle qui changera le destin de la région avec l'essor de la micro-électronique.

Dans ce contexte de déficit chronique et de récession générale, les Houillères du bassin de Provence poursuivent une politique opiniâtre d'investissements neufs. En 1960, on procède à un nouvel réaménagement de l'extraction : c'est le « Grand ensemble Meyreuil-Gréasque ». Le puits Coureau de Meyreuil est le puits de concentration de l'exploitation, le puits Boyer, modernisé, devient le puits de service pour le personnel et le retour d'air.

Ces mesures sont notamment destinées à concentrer la production pour la centrale électrique. En 1970, toute l'extraction passe par Meyreuil pendant que le puits Gérard n'est plus utilisé que pour le matériel, les personnels et l'air. Bénéficiant notamment de l'aide financière de la C.E.C.A., les *Houillères de Provence*, devenues *Houillères du bassin du Centre et du Midi* (H.B.C.M.) en 1968, sont presque entièrement mécanisées en 1971. Ce succès de l'intelligence des hommes ne les préserve cependant pas des drames de la mine. C'est ainsi que le coup de toit de février 1969 tue six mineurs.

Les investissements permettent d'obtenir un premier record de productivité nationale en 1952. La Provence est à nouveau lauréate en 1963, 1971 et 1974. Cette année la mine provençale est championne d'Europe. Ces résultats sont liés avec les nouveaux développements de la centrale électrique. En 1964, le milliard de kWh a été dépassé, on décide la construction d'un quatrième groupe mis en service en 1967. En 1970, la production d'électricité absorbe 70 % de celle du charbon. La Provence se retrouve à nouveau dans une situation assez exceptionnelle : certes le charbon semble condamné en France, mais ici, les rendements sont remarquables et les marchés paraissent assurés par la centrale.

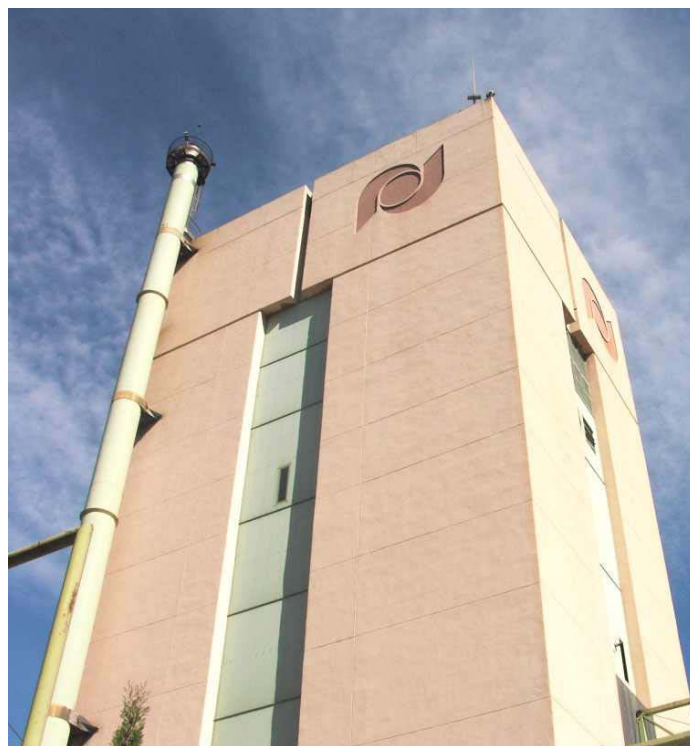


Visite d'inspection de la galerie de la mer conduite par Claude DAUMALIN (coll. particulière)

> Du coup de théâtre énergétique à la fermeture de la mine

La situation économique et financière des houillères est transformée par le choc pétrolier et la forte hausse du fuel. Pour la première fois depuis les années cinquante, il est plus rentable d'utiliser du charbon national que du pétrole importé. La construction du « Grand ensemble de Provence » est décidée en 1980 et confirmée les années suivantes par « la grande relance charbonnière ». Gardanne connaît un nouvel élan d'investissements dont le symbole est le nouveau puits Yvon Morandat (nom d'un directeur des H.B.C.M. devenu président des *Charbonnages de France*), un puits de 1.109 mètres de profondeur qui entre en service en 1987. Le puits Z (880 mètres), foncé au même moment, est réservé à l'extraction et à l'aérage. Ces dispositions se combinent avec une amplification de la mécanisation de l'extraction et la mise en place d'un système informatique de surveillance des opérations.

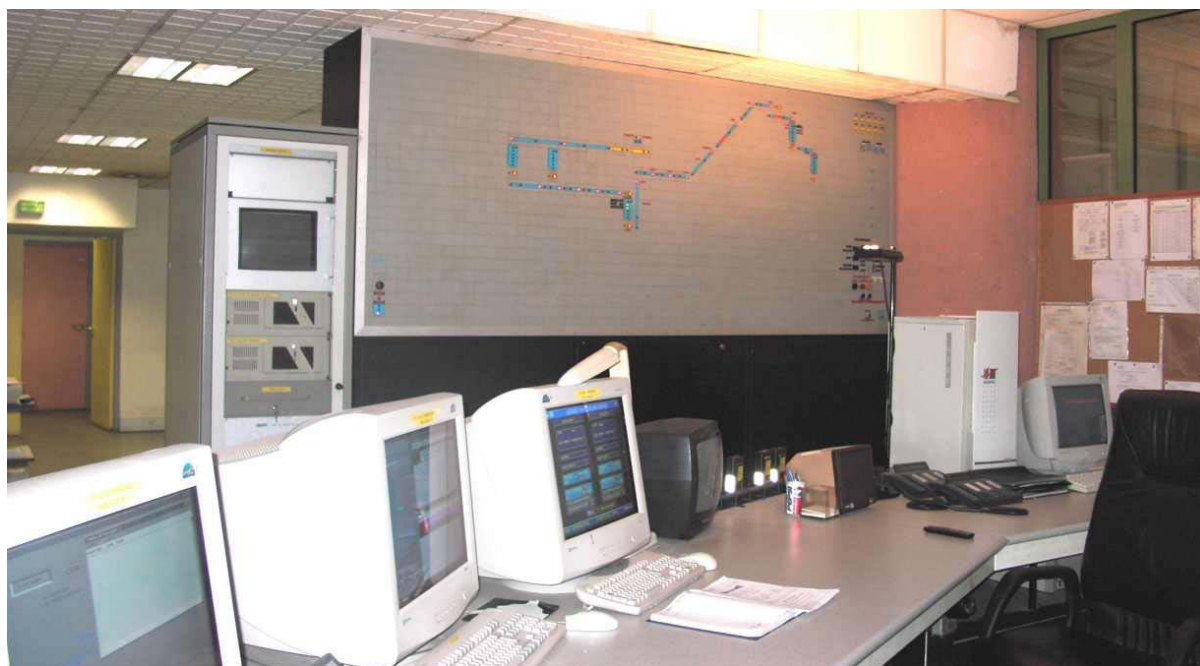
Les sondages réalisés en à la fin des années 1970 évaluent l'espérance de vie du bassin à 30 ans. A la centrale, un nouveau groupe de 600 MW est inauguré en 1984. Simultanément, les trois premiers groupes devenus obsolètes sont arrêtés. La centrale représente alors un équipement de 850 MW et absorbe 90 % des débouchés du charbon en 1986. L'embellie des prix relatifs du charbon est cependant de courte durée et, dès 1986, le contre-choc pétrolier rétablit l'avantage en faveur du fuel. Cette situation perdure jusqu'en 2003 alors que le contrôle des approvisionnements par les grandes puissances consommatrices est conforté. L'Europe prend acte de la situation et développe le concept de « zone industrielle en déclin » bénéficiaire de l'objectif 2 dans l'Acte unique de 1987. Elle prend ainsi le relais des politiques précoces d'aménagement initiées par les H.B.C.M. et l'État français. A la fin du siècle, le déficit des Charbonnages s'amplifie de façon insupportable pour les finances publiques. La perspective de la fermeture se précise à la fin des années 1980. L'année 1988 est marquée par une importante mobilisation des mineurs et, en 1994, est signé le pacte charbonnier. Outre le principe des ferme-



Puits Yvon Morandat - Le chevalement (© MIP Provence)

tures, la principale disposition du pacte est le congé charbonnier de fin de carrière (CCFC). Alors que le statut du mineur de 1946 prévoyait la retraite à 55 ans après une carrière complète au fond, le CCFC permet à un salarié de 45 ans, et 25 ans d'ancienneté, de partir avec 80 % de son salaire. En Provence, la productivité demeure élevée jusqu'en 1995, mais elle baisse ensuite. La diminution des effectifs met en cause la productivité puis la sécurité de la production. C'est ainsi que la mine sera fermée en 2003, deux ans plus tôt que prévu.

L'histoire de la mine de Provence est différente de celles des autres mines. Les hommes d'ici ont eu des raisons particulières de croire à l'avenir de leur exploitation et ils y ont



Puits Yvon Morandat
Salle de contrôle
(© MIP Provence)

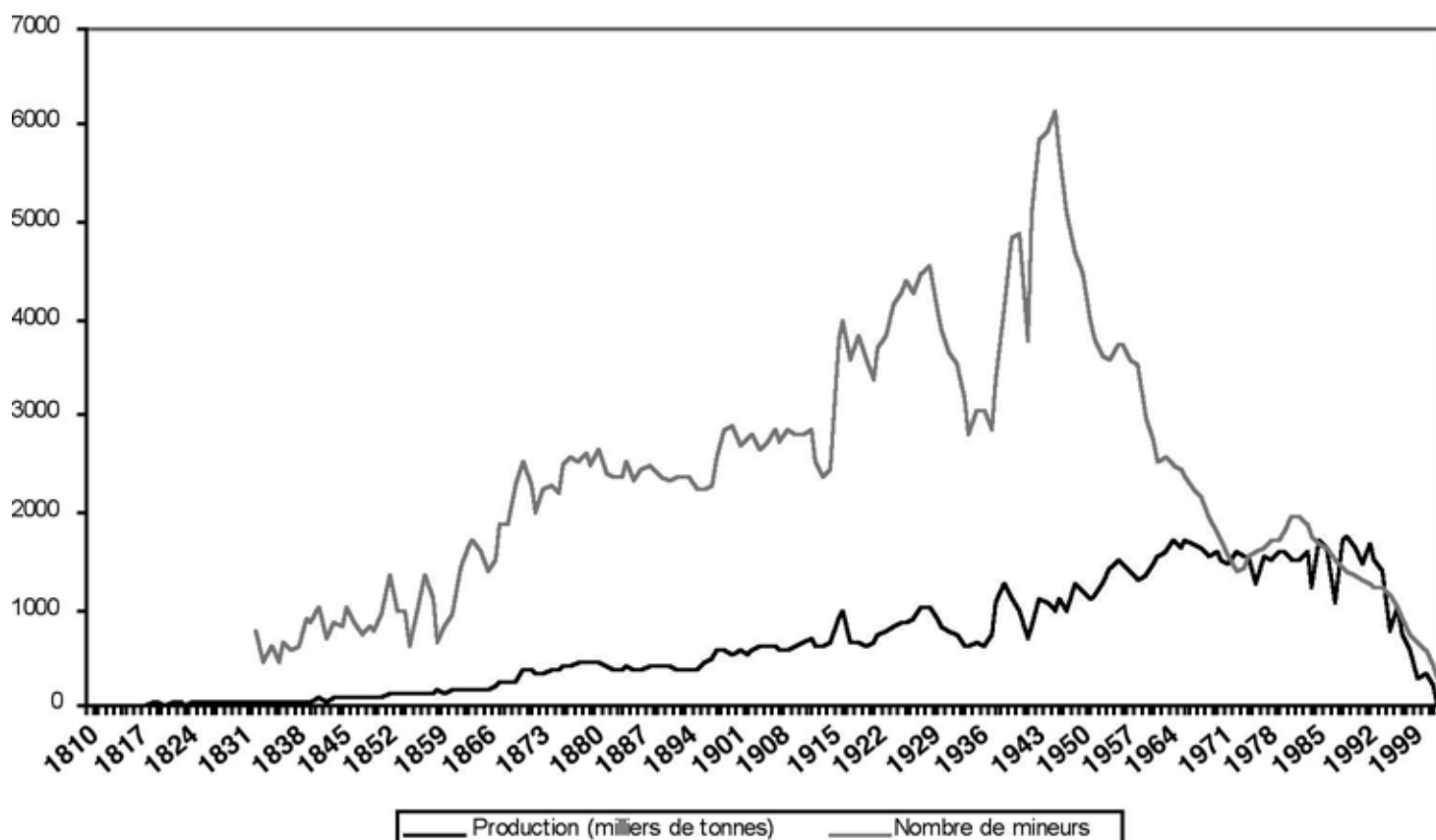
mis tant d'énergies pour remodeler les puits, battre des records de productivité qu'on peut et on doit comprendre l'amertume qui s'est abattue sur le site quand la fermeture s'est révélée inéluctable, puis accélérée. La fermeture précoce est le résultat de la stabilisation des prix pétroliers et de la volonté politique d'en finir avec le déficit des Charbonnages alourdi par la charge du financement du système de retraite particulier. Quoi qu'il en soit, la fermeture est faite et trois chantiers s'ouvrent désormais à l'action des hommes et aux débats politiques. Le premier chantier est celui de la reconversion économique du bassin. Il est entrepris depuis longtemps avec un succès indéniable. Certains commentateurs ont suggéré que la fermeture du bassin minier de Provence est moins douloureuse que celles des bassins miniers du Nord et de l'Est. Ce n'est pas faux, encore faut-il s'interroger sur le destin social de ces retraités dans la force de l'âge qui doivent penser un devenir hors du travail. Le second chantier est celui de la gestion environnementale des sites. Si la question des terrils

semble facile à régler par le « verdissement », celle des tassements de terrain mérite une attention soutenue, même si la qualité des roches du sous-sol permet d'être relativement confiant. Le dernier chantier est celui de la mémoire. Le bassin minier de Provence est emblématique de l'histoire de l'industrialisation provençale. La mine et les mineurs sont des composantes fortes de l'identité régionale, bien au-delà du territoire du bassin lui-même. Penser la préservation et la valorisation de la mémoire, de l'histoire et du patrimoine minier en Provence est un enjeu de société pour préparer l'avenir.

**Xavier Daumalin - Philippe Mioche
Olivier Raveux**

*UMR TELEMME,
Université de Provence*

Production et effectifs du bassin minier des B.-D.-R. (1810-2003).



Source : Arch. HBCM, Unité d'exploitation de Gardanne